

À LA « FRONDE DES PATRONS », OPPOSONS L'UNION DE NOS COLÈRES !

Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, l'homme le plus riche de France et l'un des plus riches de la planète, a sans vergogne mis en scène ses pleurnicheries : milliardaire écrasé par l'impôt, il n'aurait d'autre choix que de délocaliser le « made in France ». Tous les PDG du CAC 40 lui ont aussitôt emboîté le pas pour dénoncer les taxes et les « contraintes ». Leur modèle est outre-Atlantique, où souffle selon eux « un vent d'optimisme », sous l'égide du gouvernement d'extrême droite Trump-Musk, puisque les vannes de l'argent public sont grandes ouvertes... pour arroser les capitalistes.

Bayrou et Bardella, serviteurs des patrons

En France comme aux États-Unis, s'ils veulent tailler dans le vif les dépenses publiques, c'est pour permettre à ces ultra-riches de rafler toujours plus la mise. Moins de services publics, de budgets sociaux, si insuffisants soient-ils : tout pour eux. Plus question de normes sanitaires ou environnementales : ils s'arrogent le droit de continuer à nous empoisonner à coups de polluants éternels et de détruire la planète.

Bayrou s'efforce de démontrer qu'il est le meilleur serviteur des classes possédantes. Quitte à utiliser à nouveau le 49.3 pour imposer son budget qui coupe toutes les dépenses sociales, de santé, d'éducation, de retraite, et continuer à transférer des milliards aux patrons et aux gros actionnaires. Se plaçant sur le même terrain, Bardella s'est livré à une vibrante défense des « capitaines d'industrie français », « écrasés sous une fiscalité étouffante », lors de son meeting du 1er février. Une manière de se positionner en futur chef de gouvernement auprès des milieux d'affaires. Après Trump-Musk aux États-Unis, un gouvernement Bardella-Arnault en France ? Un gouvernement au service des patrons, déclarant une guerre totale au monde du travail.

Les capitalistes sont les seuls fauteurs de chômage et de misère

Le ministère du Travail a annoncé l'augmentation brutale du chômage en France : 3,5 % de plus en 2024. Au total, plus de 6,2 millions de personnes sont en manque d'emploi dans le pays, toutes catégories de chômeurs confondues. Pas étonnant vu la liste de plans de licenciement, de fermetures d'entreprises qui s'allonge tous les jours. Près de 300 000 emplois sont actuellement menacés ou supprimés. Mais,

dans le même temps, les grands groupes du CAC 40 qui sont les responsables de ces licenciements, les Carrefour, Auchan, Stellantis, Michelin, TotalEnergies et bien d'autres, dépassent leurs records : près de 100 milliards d'euros ont été versés à leurs actionnaires en 2024.

Alors que les conditions pour toucher des allocations de chômage sont toujours plus restrictives, ces licenciements condamnent bien des familles à la misère. Pour les plus grands profits de ces exploiters, les travailleurs et travailleuses privés d'emploi peuvent maintenant se voir imposer 15 heures de travail gratuit par mois.

Face au pôle des milliardaires, il faut un pôle des salariés en lutte

Non contents de ruiner des vies et d'être les seuls responsables de la crise sociale actuelle, ils sèment la haine et la division parmi les plus exploités, pour mieux masquer leurs responsabilités.

Qu'il s'agisse du gouvernement, avec ses déclarations sur la « submersion migratoire », ou de l'internationale de l'extrême droite dont Musk est à la tête, ils ont un même but : faire monter le racisme pour nous détourner du chemin des luttes sociales. Ces luttes, elles existent pourtant, mais en ordre dispersé. Des luttes pour les salaires, à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO), parce que nous voulons vivre, et pas seulement survivre. Des luttes contre les licenciements, comme à Michelin à Cholet, ou dans d'autres entreprises menacées. C'est bien là que se situe le pôle qui seul serait capable de s'opposer au pôle des milliardaires.

Panique au quai

Au quai arrivées, c'est la panique chez les encadrants pour envoyer la MTP le plus vite possible, en particulier le samedi. Panique qu'ils n'hésitent pas à nous transmettre... Mais qu'ils se le disent, la panique n'a jamais permis de faire avancer le boulot plus vite. Pour ça, il faut des embauches et des collègues en plus sur le terrain.

Pas très classe...

La direction annonce la formation d'une nouvelle classe d'apprentis. Elle sera notamment composée de collègues qui sont à la PIC depuis des mois, voire des années, et qui connaissent déjà le boulot par cœur. Alors « l'apprentissage », c'est une manière de maintenir dans la précarité ces collègues plusieurs mois en plus, sans qu'il n'y ait aucune promesse d'embauche à la fin. Et pour La Poste, de toucher des subventions à gogo.

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches. »

Depuis décembre, La Poste a décidé de transformer les contrats des collègues intérimaires en CDD. Une décision prise pour augmenter un peu plus les profits du groupe. Sauf que, pour beaucoup d'intérimaires, cette décision s'est traduite par une perte significative d'argent, parfois plusieurs centaines d'euros par mois, tout en restant avec un contrat précaire. Quelques millions gagnés par les patrons de La Poste et plusieurs centaines d'euros en moins tous les mois dans des familles ouvrières... voilà les conséquences de leurs décisions prises en haut lieu.

Grève à la PIC de Cestas

À la PIC de Cestas, alors que toutes les caméras étaient tournées vers les courriers en reste (1 million de plis), le jeudi 24 janvier, 30 collègues de la production du matin ont fait grève ! Une véritable démonstration du mécontentement qui règne sur les bas salaires, le sous-effectif et les conditions de travail qui se dégradent. Plusieurs collègues ont organisé le piquet de grève pour mener les discussions en assemblée générale, aller chercher la nourriture, préparer un tract à destination des autres brigades. En réaction à cette grève du matin, 5 collègues de l'après-midi ont débrylé une heure.

Salut nazi de Musk : un avertissement au monde du travail

Musk a bel et bien fait un salut nazi lors de son discours à la cérémonie d'investiture de Trump. Un geste provocateur qu'il nie aujourd'hui. Mais peu importe puisque toute son action et ses discours sont ceux d'un militant d'extrême droite qui veut mettre au pas le monde du travail. Depuis des années, il fait la chasse aux ouvriers contestataires dans ses usines Tesla. La moindre grève ou activité syndicale est durement réprimée. À l'image du mouvement des ouvriers suédois de Tesla qui réclament une convention collective et font face à une répression sévère. L'homme le plus riche du monde a fait sa fortune sur l'exploitation féroce des travailleurs, techniciens, ingénieurs et ouvriers de ses entreprises, et il compte bien continuer. Il n'est pas le seul, bien des capitalistes demandent aujourd'hui aux politiciens de durcir le ton pour empêcher toute contestation et mettre les travailleurs au pas pour garantir leur profit. À nous de refuser leur monde.



LVMH se fait la malle !

Ce mardi 28 janvier, Bernard Arnault, 1ère fortune européenne, a menacé de délocaliser ces usines de productions aux États-Unis, en réaction à l'annonce gouvernementale de la taxation des entreprises à hauteur de 40%. Terre promise du capitalisme ou l'on a pu voir la récente élection de Trump, cette belle brochette de bourgeois n'attendra personne pour déplacer des usines dans la quête de toujours plus de profits. Ces derniers s'étaient déjà rencontrés en 2017 et depuis ils ne se quittent plus puisque Arnault est venu applaudir l'investiture du président américain. Tout ça promet plus de richesses, mais malheureusement, pas dans les poches des travailleurs.

Toutes nos publications sur site : <https://npa-revolutionnaires.org/>